



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 27-28 septembre 2023

Progrès accomplis par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en ce qui concerne les principales recommandations formulées lors de la 42^e session de la Commission européenne d'agriculture

Résumé

Le thème technique principal de la 42^e session de la Commission européenne d'agriculture était: «Transformer les systèmes alimentaires pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes dans la région Europe et Asie centrale». La Commission s'est penchée sur des questions liées à la transformation des systèmes alimentaires aux fins de l'amélioration des résultats nutritionnels dans la région Europe et Asie centrale et a adopté un certain nombre de recommandations.

Le présent document fait un point succinct sur les activités relatives aux systèmes alimentaires que le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a menées en lien avec les recommandations adressées à la FAO, et sur les résultats qu'il a obtenus en la matière.

Certains exemples d'initiatives et projets régionaux ou nationaux sont mis en relief. Les membres de la Commission européenne d'agriculture sont chaleureusement invités à fournir des avis, orientations ou indications supplémentaires sur les priorités actuelles ou émergentes.

I. Contexte

1. La Commission européenne d'agriculture a tenu sa 42^e session, en ligne, du 19 au 21 janvier 2022. Le thème technique principal de la session était: «Transformer les systèmes alimentaires pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes dans la région Europe et Asie centrale».

2. À cette session, la Commission a adopté une série de recommandations¹ à l'intention des membres de la région et de la FAO. Pour simplifier le compte rendu, les recommandations ont été regroupées comme suit:

3. Il a été demandé à la FAO:

- de promouvoir et de cultiver la volonté politique d'œuvrer de façon cohérente et globale dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires, en mobilisant les partenaires et en faisant

¹ Le rapport de la 42^e session de la Commission européenne d'agriculture peut être consulté à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/3/ni198fr/ni198fr.pdf>.

mieux connaître des concepts tels que l'économie circulaire et la comptabilisation du coût réel afin de faire évoluer les politiques (recommandations a, j et l);

- d'améliorer la situation en matière de nutrition en promouvant les politiques pour une alimentation saine, en soutenant la mise en place d'un environnement alimentaire favorable aux consommateurs, en renforçant les connaissances de base sur l'alimentation, en investissant dans les systèmes agroalimentaires, en appuyant la création de valeur ajoutée et les initiatives d'alimentation scolaire et en rendant les aliments riches en nutriments plus accessibles et plus abordables (recommandations b, h et k);
- de renforcer les capacités liées aux processus de transformation des systèmes alimentaires de sorte à favoriser les actions participatives, intersectorielles et pluridisciplinaires; de veiller à l'équité; et de tirer parti des accélérateurs comme les technologies, l'innovation, les données, la gouvernance, le capital humain et les institutions (recommandations c, d et f);
- de soutenir les moyens d'existence des populations et le développement communautaire dans le cadre d'approches territoriales et locales et de reconnaître l'importance des petits exploitants et des agriculteurs familiaux s'agissant de produire des aliments sains (recommandations e et n);
- d'appuyer les travaux de suivi, de collecte de données et d'analyse pour disposer d'informations à jour sur la situation des systèmes alimentaires, tenant compte des incidences des dynamiques régionales et mondiales, comme la pandémie de covid-19 (recommandation g);
- de favoriser la coopération régionale et de renforcer les partenariats concernant les enjeux qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition et font partie intégrante des systèmes alimentaires durables (recommandations i et m);
- de soutenir la gestion durable des ressources naturelles, la pêche et l'aquaculture; de promouvoir l'approche «Une seule santé»; et de souligner l'importance de la sécurité sanitaire des aliments en tant qu'élément clé d'une alimentation saine (recommandations n et o).

4. Le présent document expose les principaux résultats des activités liées à la transformation des systèmes alimentaires aux fins de l'amélioration des résultats nutritionnels, que la FAO a menées en lien avec les recommandations issues de la 42^e session de la Commission européenne d'agriculture. L'appui fourni par la FAO tient compte des priorités régionales établies par la Conférence régionale pour l'Europe à sa 33^e session², des conclusions de la consultation informelle tenue en mai 2023 à Budapest³, et des priorités nationales formulées par les membres dans leurs cadres de programmation par pays.

II. Résultats des activités liées à la transformation des systèmes alimentaires aux fins de l'amélioration des résultats nutritionnels menées par la FAO dans la région Europe et Asie centrale

5. Conformément au Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031 et aux ambitions affichées par celle-ci à l'appui des quatre améliorations, l'un des axes essentiels des activités du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale consiste à aider les pays à transformer les systèmes alimentaires en s'attaquant aux dimensions économique, sociale et environnementale de la durabilité.

6. Il est admis que les systèmes alimentaires jouent un rôle important dans le développement en général et plus précisément dans la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les effets de la pandémie de covid-19 et de la guerre en Ukraine ont fait encore davantage ressortir tant la fragilité du système alimentaire que les multiples interconnexions qui le sous-tendent, et

² Le rapport de la 33^e session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, tenue du 10 au 13 mai 2022 à Lodz (Pologne), peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/nj289fr/nj289fr.pdf>.

³ Les procès-verbaux de la consultation informelle pour l'Europe et l'Asie centrale, tenue les 4 et 5 mai 2023 à Budapest (Hongrie), peuvent être consultés en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/cc6350en/cc6350en.pdf>.

mis en évidence l'importance que revêt l'adoption d'approches globales, intersectorielles et collaboratives à la croisée de plusieurs politiques, aux niveaux local, national et régional.

7. La FAO collabore avec les gouvernements et d'autres partenaires dans le cadre d'un éventail d'initiatives, de projets et d'activités pour appuyer la transformation des systèmes alimentaires dans la région Europe et Asie centrale. Elle s'emploie notamment à: i) renforcer les capacités et les compétences; ii) promouvoir de nouveaux concepts et approches; iii) appuyer le partage de l'information, des bonnes pratiques et des données d'expérience; iv) donner de la visibilité aux questions nationales et régionales dans les instances mondiales débattant de la transformation des systèmes alimentaires.

8. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail de la FAO, de nombreux éléments de base essentiels pour la transformation des systèmes alimentaires bénéficient d'un appui au titre des quatre axes de travail prioritaires régionaux. Ces éléments de base sont notamment l'amélioration de la nutrition, le renforcement des filières, le développement de l'élevage, l'accès au commerce et au marché, la gestion des ressources naturelles, la prévention des pertes et gaspillages de nourriture, et le soutien en faveur des petits exploitants et du développement rural. Les approches axées sur les personnes, la coopération interministérielle et les démarches fondées sur une vision globale sont vivement encouragées dans ces activités ainsi que dans les cadres de programmation par pays et la nouvelle génération de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. La FAO collabore avec les acteurs d'autres secteurs et disciplines au sein des équipes de pays des Nations Unies.

9. Les principaux résultats liés à la transformation des systèmes alimentaires aux fins de l'amélioration des résultats nutritionnels sont décrits ci-après, chaque chapitre correspondant à un groupe de recommandations de la Commission.

Recommandations a, j et l: Promouvoir et cultiver la volonté politique d'œuvrer de façon cohérente et globale dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires, en mobilisant les partenaires et en faisant mieux connaître des concepts tels que l'économie circulaire et la comptabilisation du coût réel afin de faire évoluer les politiques.

10. La FAO est déterminée à aider les pays à appliquer une vision globale des systèmes alimentaires et elle met à profit pour cela les réalisations découlant du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Bilan 2 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires⁴, ainsi que l'élan suscité à ces deux occasions. Il s'agit notamment de collaborer activement avec les mécanismes régionaux, comme la Coalition thématique des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale.

11. Au titre de son action, la FAO va au-delà des activités de promotion pour couvrir le renforcement des capacités et l'assistance technique dans les pays, dans le cadre de projets, de webinaires, de la diffusion de documents d'orientation et de notes d'information, et d'évaluations approfondies des politiques, donnant ainsi aux pays de la région les moyens de comprendre les interconnexions entre l'agriculture, la nutrition, l'environnement et l'équité sociale et catalysant une évolution des politiques alignée sur les objectifs de transformation.

12. La FAO fait office de plateforme où les divers partenaires des gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé peuvent se rencontrer. La Conférence régionale sur la durabilité des systèmes alimentaires tenue à Istanbul en mars 2023⁵ et organisée en collaboration avec le Centre de coopération régional pour les systèmes alimentaires durables de la Coopération économique de la mer Noire

⁴ Des informations supplémentaires sur le Bilan 2 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires, peuvent être consultées à l'adresse: <https://www.unfoodsystemshub.org/fs-stocktaking-moment/en>.

⁵ Pour en savoir plus sur les résultats de la conférence, voir: <https://www.bseccsfs.org/en/news/conference-spotlights-regional-food-system-sustainability/cdf39e1a-ecf8-4cff-88b4-da648fa32c68/48ac6446-4056-4c81-9e6f-5909a758080e>.

en est un exemple. La conférence a donné lieu à l'examen des évaluations de 13 systèmes alimentaires⁶ et au lancement d'un site web visant la création d'un réseau de professionnels des systèmes alimentaires.

13. En Arménie et au Tadjikistan, des ateliers réunissant des partenaires variés ont été organisés sur la transformation selon une approche globale et sur la résilience face aux incidences des chocs régionaux, notamment les changements climatiques. Les expériences d'autres pays ont été partagées.

14. De plus, la FAO profite de son positionnement pour mener des actions de sensibilisation et favoriser l'évolution des mentalités au sujet de l'importance que revêt la transformation des systèmes alimentaires. Des collaborations avec Chatham House et Johns Hopkins University ont donné lieu à l'élaboration de produits fondés sur les connaissances qui énoncent les priorités régionales⁷, et de guides pratiques sur la façon de transformer les systèmes alimentaires qui seront publiés cette année.

15. On trouvera dans le document ECA/43/23/INF/6 des informations détaillées sur les activités de la FAO consacrées à la transformation des systèmes alimentaires.

16. Il convient de considérer la transformation des systèmes alimentaires également dans le contexte urbain. Il est prévu de conduire des évaluations des systèmes alimentaires urbains dans au moins cinq villes de la région afin de déterminer les points d'entrée les plus tangibles de l'amélioration de la nutrition et de la mise en place de systèmes alimentaires durables et de trouver des exemples pratiques en la matière. Des études de cas relatives à l'Albanie et à la République de Moldova ont été présentées à titre d'exemple lors du Forum régional sur le développement rural, tenu en mars 2023^{8,9}. Un webinaire régional¹⁰ a été organisé sur le potentiel des activités menées par la FAO en milieu urbain, notamment l'Initiative Villes vertes, à l'appui de la mise au point de nouvelles approches territoriales et locales.

17. D'autres échanges régionaux auront lieu en 2023 et en 2024 dans le cadre d'un programme de coopération technique régional sur la transformation des systèmes agroalimentaires en Europe et en Asie centrale, notamment concernant l'utilisation des directives et recommandations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), comme les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et la comptabilisation du coût réel.

18. Les résultats du Bilan 2 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires, y compris les rapports volontaires sur les progrès accomplis¹¹, et le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies¹² et son appel à l'action¹³ serviront de références fondamentales.

19. Pour faire mieux comprendre ou mieux connaître l'économie circulaire, la bioéconomie et l'économie durable en tant que concepts complémentaires, la FAO s'apprête à publier un document intitulé: «Promoting bioeconomy through agriculture practice in Eastern Europe and Central Asia» (Promouvoir la

⁶ Des informations supplémentaires sur les évaluations de systèmes alimentaires peuvent être consultées en ligne à l'adresse: <https://www.bseccsfs.org/en/food-systems-assessments/7ebb6f9f-e96d-4393-8240-fa1261103df7>.

⁷ Le rapport intitulé: «Outcomes of the United Nations Food Systems Summit in Europe and Central Asia» peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/cc5319en/cc5319en.pdf>.

⁸ Des informations sur la table ronde intitulée: «Cities leading the transformation: SDGs in action and the new multilateralism», notamment un enregistrement des débats, peuvent être consultées en ligne à l'adresse: <https://unece.org/housing-and-land-management/events/2023-rfsd-roundtable-sdg-11-cities-leading-transformation-sdgs>.

⁹ Des informations sur la manifestation parallèle consacrée à l'adaptation des objectifs de développement durable au contexte local peuvent être consultées à l'adresse: <https://regionalforum.unece.org/events/side-event-localizing-sdgs-agri-food-systems-transformation-key-accelerator>.

¹⁰ Pour en savoir plus sur ce webinaire, voir: <https://www.fao.org/europe/news/detail/agricultural-heritage-benefits-today-s-urban-agrifood-systems/en>.

¹¹ S'agissant de la région Europe et Asie centrale, des rapports volontaires sur les progrès accomplis ont été soumis par les pays suivants: l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Finlande, la Géorgie, la Hongrie, l'Irlande, Israël, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Lettonie, Malte, l'Ouzbékistan, la Pologne, la République de Moldova, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, le Tadjikistan et la Turquie.

¹² Le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur le Bilan 2 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires, peut être consulté à l'adresse: https://www.unfoodsystemshub.org/docs/unfoodsystemslibraries/stocktaking-moment/un-secretary-general/unfs2-secretary-general-report.pdf?sfvrsn=560b6fa6_19.

¹³ L'Appel du Secrétaire général à accélérer l'action pour la transformation des systèmes alimentaires, lancé le 26 juillet 2023, peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.unfoodsystemshub.org/fs-stocktaking-moment/documentation/un-secretary-general-call-to-action/fr>.

bioéconomie dans les pratiques agricoles en Europe de l'Est et en Asie centrale) et une plaquette consacrée à la bioéconomie circulaire dans le secteur agricole, qui décrit aussi la situation dans la région.

20. Un récent épisode des Food Systems Talks¹⁴ (entretiens sur les systèmes alimentaires) a porté sur l'économie circulaire des denrées alimentaires et a été organisé par la Coalition thématique sur les systèmes alimentaires durables.

Recommandations b, h et k: Améliorer la situation en matière de nutrition en promouvant les politiques pour une alimentation saine, en soutenant la mise en place d'un environnement alimentaire favorable aux consommateurs, en renforçant les connaissances de base sur l'alimentation, en investissant dans les systèmes agroalimentaires, en appuyant la création de valeur ajoutée et les initiatives d'alimentation scolaire et en rendant les aliments riches en nutriments plus accessibles et plus abordables.

Alimentation saine et apport d'un soutien aux consommateurs

21. Les politiques relatives aux systèmes alimentaires sont susceptibles d'améliorer la disponibilité des aliments nutritifs, de rendre l'alimentation saine plus abordable et de donner aux consommateurs les moyens de choisir des aliments bons pour leur santé. Un certain nombre d'initiatives sont actuellement menées dans la région Europe et Asie centrale concernant la production et l'analyse de données factuelles sur la nutrition, la sécurité alimentaire et l'environnement alimentaire des consommateurs, à l'appui de l'élaboration de politiques contribuant à l'amélioration de la nutrition.

22. La publication phare annuelle, intitulée: *Regional Overview of Food Security and Nutrition* (Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition) présente des informations actualisées sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment sur le coût et le caractère abordable des prix des denrées alimentaires au niveau des pays. En 2022, la publication¹⁵ présentait une analyse approfondie de la réorientation des politiques alimentaires et agricoles à opérer pour parvenir à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition au service de la santé, rendre les aliments sains plus abordables, réduire l'empreinte environnementale et assurer des moyens d'existence aux agriculteurs et aux autres acteurs du secteur.

23. Le Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique (OCE) chargé des questions de sécurité alimentaire, qui bénéficie de l'appui de la FAO, a publié une vue d'ensemble de la situation en matière de sécurité alimentaire dans les pays de l'Organisation de coopération économique¹⁶. Parmi les recommandations figurant dans le rapport, la nécessité de renforcer les capacités en matière de commerce agroalimentaire était soulignée. Sur la base de l'analyse, le Programme régional pour la sécurité alimentaire dans les pays de l'Organisation de coopération économique a été officiellement adopté en juillet 2022.

24. La FAO a aidé l'Arménie, la Macédoine du Nord et l'Ouzbékistan à élaborer et à réviser les politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire.

25. Une conférence internationale sur la sécurité alimentaire a été organisée début septembre 2023 à Samarkand (Ouzbékistan)¹⁷, pour examiner la situation de la sécurité alimentaire dans le monde et plus particulièrement en Asie centrale et pour réfléchir sur les principaux problèmes liés au système

¹⁴ Cette épisode, comme tous les autres épisodes des Food Systems Talks, est en ligne sur <https://www.youtube.com/@issuebasedcoalitiononsusta2508/videos>.

¹⁵ Le document intitulé «Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022» peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc4196en>.

¹⁶ Cette étude peut être consultée en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CC2032EN>. Les pays membres du Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique chargé des questions de sécurité alimentaire sont le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Turquie et le Turkménistan.

¹⁷ Des informations supplémentaires concernant la conférence internationale sur la sécurité alimentaire, tenue les 7 et 8 septembre en Ouzbékistan, peuvent être consultées à l'adresse: <https://www.fao.org/europe/events/detail/international-conference-on-food-security/en>.

agroalimentaire qui freinent la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2, ainsi que sur les solutions éventuelles.

26. L'élaboration de recommandations nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires représente un autre outil important de lutte contre les problèmes de nutrition car ce type de recommandations donne des indications spécifiquement adaptées aux pays concernant les régimes alimentaires sains. La FAO, collaborant à cet effet avec le réseau de renforcement des capacités en matière de nutrition en Europe centrale et orientale, fournit un appui au Kirghizistan, au Monténégro et à la Serbie pour l'élaboration de recommandations nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires. Des activités de collecte et d'analyse de données sont actuellement menées sur la disponibilité des denrées alimentaires, la situation nutritionnelle, les politiques et programmes alimentaires, les questions prioritaires liées à la nutrition et à la santé, l'évolution des habitudes alimentaires, et la production et l'offre de produits alimentaires. En Azerbaïdjan et en Ouzbékistan, un examen des éléments factuels sur la nature et les causes profondes de la malnutrition et de l'évolution des habitudes alimentaires est en cours aux fins de la détermination des priorités dans le domaine de la nutrition.

27. Dans la région, l'amélioration des connaissances de base des consommateurs en matière d'alimentation constitue une priorité. En Türkiye, la FAO a épaulé l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action en matière d'initiation à l'alimentation pour 2022-2028¹⁸, qui énonce des mesures visant à améliorer les compétences en la matière au regard des besoins des différents groupes d'âges, sexes et catégories socioéconomiques. Ces mesures consistent notamment à faciliter l'accès des consommateurs à une information exacte sur l'alimentation et la nutrition et à améliorer les politiques relatives aux systèmes alimentaires qui ont trait à la qualité nutritionnelle afin de limiter les maladies liées à l'alimentation. Un guide des consommateurs sur les bons choix à faire pour la santé au moment des achats alimentaires est en cours d'élaboration. Il porte en particulier sur la compréhension des étiquettes des produits alimentaires, le contenu nutritionnel, la prévention des gaspillages de nourriture et les bonnes pratiques en matière de manipulation des aliments.

28. Pour doter les consommateurs des connaissances leur permettant de réduire la grande quantité d'aliments gaspillés au niveau des ménages dans toute la région, la FAO a encouragé l'emploi de matériel de communication – notamment le kit éducatif «C'est fini: Zéro gaspi!»¹⁹ – traitant des causes des gaspillages de nourriture et des solutions à apporter, et s'est efforcée de mobiliser les enfants comme des agents du changement. De plus, la FAO a produit un guide sur les gaspillages de nourriture²⁰ qui donne des conseils faciles à appliquer pour éviter ce type de gaspillage.

29. Les pays de la région Europe et Asie centrale reconnaissent que les programmes d'alimentation scolaire constituent un moyen efficace d'améliorer l'alimentation des enfants, de s'attaquer à la prévalence élevée des différentes formes de malnutrition²¹ et d'encourager l'adoption d'habitudes alimentaires saines. Forte des enseignements tirés des activités menées actuellement ou par le passé, la FAO conduit, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme alimentaire mondial, une analyse globale des programmes d'alimentation scolaire dans les différents pays d'Europe et d'Asie centrale afin de disposer d'une information exhaustive sur l'établissement des programmes d'alimentation scolaire.

¹⁸ Le document intitulé «Türkiye food literacy strategy and action plan 2022–2028» peut être consulté en ligne à l'adresse: <http://www.fao.org/documents/card/en/c/cc4294en>.

¹⁹ Ce matériel éducatif peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CA1170FR>.

²⁰ Le document intitulé «Your guide to living free of food waste» peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/cb6601en/cb6601en.pdf>.

²¹ Le rapport de l'UNICEF intitulé: «A review of the school age children & adolescent nutrition in Europe and Central Asia region» peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.unicef.org/eca/reports/review-school-age-children-and-adolescent-nutrition-europe-and-central-asia-region>.

30. De plus, un projet en cours de formulation en Ouzbékistan prévoit l'établissement d'une collaboration avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture aux fins de la mise en œuvre à titre pilote d'une initiative d'alimentation scolaire.

Amélioration de la disponibilité des aliments riches en nutriments

31. La FAO aide les pays à élaborer des politiques et des systèmes favorisant la création de valeur ajoutée et la certification de la qualité des aliments en vue d'améliorer la disponibilité d'aliments sûrs et nutritifs provenant de sources variées, conformément aux principes directeurs de l'alimentation saine et durable.

32. De nombreux pays de la région ont bénéficié d'un soutien en faveur de la promotion des aliments bénéficiant d'une indication protégée, comme une origine ou des caractéristiques de qualité spécifiques, et une augmentation du nombre de produits associés à une indication géographique enregistrée a été observée. Au Tadjikistan et en Ouzbékistan, les cadres juridiques nationaux ont été renforcés. En Bosnie-Herzégovine, les autorités et les ministères chargés de la sécurité sanitaire des aliments ont appris comment enregistrer et certifier ce type de produits, et certains organismes et groupes de producteurs alimentaires ont suivi une formation sur les activités de promotion. De plus, la FAO a appuyé la sensibilisation des consommateurs aux avantages pour les communautés agricoles. Une fois tous les deux ans, la FAO organise une consultation régionale sur les indications géographiques. La troisième consultation régionale a été organisée en collaboration avec oriGIn²², et la quatrième se tiendra en 2023. Les rapports de synthèse des consultations sont disponibles²³.

33. Une évaluation de l'impact des systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial (SIPAM)²⁴ sur la biodiversité a été réalisée en coopération avec des institutions de recherche, en vue de démontrer que les systèmes de ce type peuvent constituer un outil stratégique contribuant à la préservation de la biodiversité et à la résilience face aux changements climatiques.

34. La FAO s'emploie à accélérer la mise en œuvre de l'«Action mondiale pour le développement vert des produits agricoles spéciaux: un pays, un produit prioritaire» dans la région. Neuf pays ont officiellement demandé à y participer, chacun choisissant un produit agricole particulier différent. Le lancement de cette initiative a eu lieu en mai 2023 à Tachkent (Ouzbékistan), en présence des coordonnateurs nationaux de l'Albanie, de l'Arménie, de la Géorgie, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, de la République de Moldova, de la Serbie, du Tadjikistan et de la Türkiye. La mise en œuvre est en cours en Ouzbékistan (cerises), en Albanie (châtaignes sauvages) et au Tadjikistan (abricots), et les pourparlers sont bien avancés en Géorgie (vins traditionnels) et en République de Moldova (raisins de table).

Recommandations c, d et f: Renforcer les capacités liées aux processus de transformation des systèmes alimentaires de sorte à favoriser les actions participatives, intersectorielles et pluridisciplinaires; veiller à l'équité; et tirer parti des accélérateurs comme les technologies, l'innovation, les données, la gouvernance, le capital humain et les institutions.

35. La FAO prône l'inclusion, promouvant les dialogues aux niveaux local et national pour donner une plus large place aux différents points de vue et promouvoir les activités participatives, pluridisciplinaires et

²² Des informations supplémentaires sur la troisième consultation peuvent être consultées en ligne à l'adresse: <https://www.origin-gi.com/fr/20-12-2021-troisieme-consultation-regionale-sur-les-indications-geographiques-en-europe-et-en-asie-centrale-virtuelle/>.

²³ Le premier rapport de synthèse, intitulé: «An overview of legal and institutional frameworks and opportunities, challenges and recommendations for geographical indication products in Armenia, Georgia, Kyrgyzstan, the Republic of Moldova and the Russian Federation», peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/ca1002en/CA1002EN.pdf>. Le deuxième rapport, intitulé: «Geographical indication schemes in Croatia, Hungary and Poland», est disponible en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/3/CA0938EN/ca0938en.pdf>. Le troisième rapport de synthèse est attendu.

²⁴ Des informations supplémentaires sur les systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial peuvent être consultées en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/giahs/fr/>.

interministérielles. Un appui, dont quelques exemples sont décrits ci-après, a été fourni aux pays lorsque ceux-ci se sont lancés dans la mise en œuvre de leurs feuilles de route nationales découlant du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

36. Sous les auspices du projet SFS-MED – une initiative pluripartite visant la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la région méditerranéenne – un soutien a été fourni à l’Albanie pour le développement durable du secteur de l’agrotourisme. Des dialogues ont été menés à Tirana, Shkodra, Permet et Belsh afin d’inciter un peu plus les hauts responsables sectoriels, les communautés locales et les municipalités à s’entendre sur une compréhension commune des politiques, des lacunes stratégiques, et des améliorations à apporter afin de développer l’agrotourisme considéré comme un moteur de l’économie rurale et de l’économie verte.

37. En Serbie, deux projets d’appui à la mise en œuvre des feuilles de route nationales visant à transformer les systèmes alimentaires pour les rendre durables et d’appui à l’accomplissement de cette transformation sont actuellement menés en vue de promouvoir la protection de l’environnement et le développement rural, de faire reculer la pauvreté et de contribuer à la concrétisation du Programme 2030. Un ensemble de dialogues infranationaux ont été organisés avec des parties prenantes et institutions variées et un mécanisme interinstitutionnel a été créé en février 2023. Les capacités du Ministère de l’agriculture, des forêts et de l’eau, de diverses institutions et des petits producteurs ont été renforcées. Un appui a été fourni pour la création d’un portail en ligne permettant d’assurer le suivi des certificats phytosanitaires et vétérinaires délivrés par le Ministère de l’agriculture, des forêts et de l’eau.

38. L’approche pluridisciplinaire est également illustrée par le recentrage de la politique agricole sur les principes de l’écologie («verdissement» de la politique). La FAO encourage les dialogues et la collecte de nouveaux éléments factuels concernant les incidences de l’appui budgétaire sur la productivité et la compétitivité des exploitations afin de trouver des moyens d’améliorer l’efficacité tout en tenant compte des objectifs liés à l’environnement, au climat et à la durabilité, c’est-à-dire, en réorientant l’appui budgétaire. Cette démarche est illustrée notamment par la mise en place de réseaux d’information comptable agricole contribuant à étayer l’analyse des politiques en Albanie et au Monténégro, par l’examen de l’efficacité de l’appui budgétaire dans le secteur agricole en Albanie et en République de Moldova, et par la coopération avec le secrétariat de l’Accord de libre-échange centre européen concernant l’établissement des rapports sur les subventions. Un atelier régional consacré au suivi des politiques a été organisé avec l’Institut Leibniz pour le développement agricole dans les pays en transition (Institut Leibniz) et l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le thème de la réorientation et du verdissement des politiques agricoles.

39. Soucieuse de l’équité dans les systèmes alimentaires, la FAO a élaboré, en collaboration avec l’Institut international du développement durable, des directives pour l’intégration du principe consistant à ne laisser personne de côté dans la planification du développement en Europe et en Asie centrale²⁵. Le document est un guide méthodologique destiné aux hauts responsables, aux planificateurs et aux autres experts, qui explique le bien-fondé du principe consistant à ne laisser personne de côté dans le contexte des systèmes agroalimentaires et du développement rural, et propose des moyens de repérer les personnes laissées de côté et de trouver des solutions pour répondre à leurs besoins.

40. Durant l’exercice biennal actuel, la FAO a intensifié les activités s’adressant aux jeunes, et a notamment mené une série de consultations de jeunes sur des thèmes tels que les besoins et les problèmes des jeunes ruraux dans la région, le développement numérique, et les filières agroalimentaires. Ces activités étaient cohérentes avec la mission du Forum mondial de l’alimentation et sa manifestation mondiale phare, qui se déroulera encore une fois cette année avec le slogan: «La transformation des systèmes agroalimentaires accélère l’action climatique». Une étude de la situation et des besoins des jeunes ruraux

²⁵ Ces directives peuvent être consultées en ligne à l’adresse: <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc6050en>.

dans les pays et territoires des Balkans occidentaux, réalisée en collaboration avec le Groupe de travail permanent sur le développement rural régional en Europe orientale méridionale sera achevée début 2024, et deux autres études sur la situation des jeunes en Géorgie et en Asie centrale ont été lancées.

Recommandations e et n: Soutenir les moyens d’existence des populations et le développement communautaire dans le cadre d’approches territoriales et locales et reconnaître l’importance des petits exploitants et des agriculteurs familiaux s’agissant de produire des aliments sains.

41. Pendant plus de 10 ans, la FAO a soutenu dans la région des initiatives et projets variés liés au développement rural local et au développement communautaire intégré, notamment avec la création en 2019 du réseau technique régional informel sur le développement communautaire. Des ateliers régionaux sont organisés une fois par an, le plus récent ayant été tenu du 6 au 8 juin 2023 à Budapest.

42. La FAO continue de soutenir les initiatives liées à la reconnaissance du rôle et de l’importance des petits exploitants et des agriculteurs familiaux, en particulier dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l’agriculture familiale 2019-2028, avec la participation des organisations paysannes, de la société civile et des autorités nationales et régionales. Au Kirghizistan, un plan d’action national 2023-2028 pour le développement des exploitations familiales a été élaboré, et des plans d’action analogues sont en cours de formulation en Albanie et en République de Moldova.

43. La FAO a créé, en collaboration avec plusieurs organisations locales de la région, une communauté de pratique sur l’agroécologie pour promouvoir le partage des connaissances et la mise au point de solutions aux problèmes communs.

44. Répondant à des demandes de pays d’Europe et d’Asie centrale, la FAO a conçu, en collaboration avec l’Institut international du développement durable et le pôle régional du Programme des Nations Unies pour le développement, un kit d’outils à l’intention des autorités locales et des parties prenantes concernées consacré à l’adaptation des ODD aux différents contextes en Europe et en Asie centrale, afin d’appuyer la planification et la budgétisation du développement au niveau infranational. L’objectif est d’améliorer le bien-être en renforçant les processus d’adaptation des ODD au contexte local. Une liste de contrôle visant à faciliter la mise en œuvre est comprise dans le kit.

Recommandation g: Appuyer les travaux de suivi, de collecte de données et d’analyse pour disposer d’informations à jour sur la situation des systèmes alimentaires, tenant compte des incidences des dynamiques régionales et mondiales, comme la pandémie de covid-19.

45. Ces dernières années, la région Europe et Asie centrale a été touchée par de multiples chocs, parfois simultanés, notamment la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine, et divers phénomènes climatiques destructeurs (inondations, séismes et sécheresses), ayant tous eu des incidences sur le système alimentaire. Les chocs ont eu des répercussions telles que: hausse des prix des denrées alimentaires et de l’énergie, inflation, durcissement des conditions financières et perturbation des chaînes d’approvisionnement.

46. La FAO aide les pays à surveiller la situation et à mettre en œuvre des interventions pour contrecarrer les conséquences néfastes et stimuler la résilience des systèmes agroalimentaires. Des informations sur les réponses apportées par la FAO aux multiples crises ayant frappé l’Europe et l’Asie centrale sont disponibles dans le document ECA/43/23/8.

47. Dans le cadre de l’un de ses projets, la FAO a aidé les pays à mieux comprendre le mécanisme et les causes de l’inflation des prix et à mieux se préparer à de futurs chocs. Des évaluations du Système d’information sur les marchés agricoles (AMIS) ont été menées à bien en Albanie, en Arménie, au Bélarus, au Kirghizistan, en Macédoine du Nord, en Ouzbékistan et au Tadjikistan, et des recommandations ont été formulées sur la façon d’améliorer les systèmes de suivi des prix des denrées alimentaires et la surveillance des politiques. En Macédoine du Nord et en Ouzbékistan, les données ont été connectées avec l’outil de

suivi des prix et les bilans alimentaires améliorés mis au point par la FAO. En 2022, un atelier régional a été organisé avec l'Institut Leibniz et l'OCDE sur le système AMIS et le suivi des politiques agricoles, pour permettre l'échange des expériences relatives à la surveillance des politiques agricoles et des prix à la production sur les marchés agricoles. Des chercheurs, des ministères de l'agriculture et des institutions régionales (l'Union européenne, l'OCDE et la Commission économique eurasiennne) ainsi que des représentants de l'Allemagne, de la Türkiye, des Balkans occidentaux, du Caucase et de l'Asie centrale y ont participé.

48. La FAO a soutenu, en collaboration avec la Banque mondiale et avec la participation d'experts du Réseau d'experts du commerce agricole, la publication de rapports techniques et d'examen réguliers concernant les politiques commerciales agroalimentaires et les possibles répercussions de la guerre en Ukraine²⁶. Une publication biennale, intitulée *Review of agrifood trade policies in the Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia countries*²⁷ (Examen des politiques commerciales agroalimentaires dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale) présente les résultats d'une analyse des politiques commerciales dans 12 pays de la région, pays par pays. L'étude intitulée «Agricultural policy monitoring for eight countries in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia»²⁸ (Suivi des politiques agricoles dans huit pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale) expose les résultats de l'examen de l'environnement politique agricole et fournit des indicateurs quantitatifs relatifs aux mesures incitatives ou dissuasives ciblant les producteurs agricoles des principales filières de produits dans les huit pays étudiés (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova et Tadjikistan).

Recommandations i et m: Favoriser la coopération régionale et renforcer les partenariats concernant les enjeux qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition et font partie intégrante des systèmes alimentaires durables.

49. La FAO appuie la coopération régionale et les partenariats dans des domaines essentiels pour les systèmes alimentaires durables. La coopération relative à la gestion des terres et de l'eau, spécifiquement mentionnée dans les recommandations issues de la 42^e session de la Commission européenne d'agriculture, est décrite dans les documents ECA/43/23/3, ECA/43/23/4, ECA/43/23/5, ECA 43/23/6 et ECA/43/23/7.

50. En bref, la FAO soutient le réseau technique informel régional de spécialistes des questions foncières, LANDNET, créé en 2022. Sur la base du document de la FAO intitulé «Legal guide on land consolidation»²⁹ (Guide juridique sur le remembrement), une large place est accordée aux questions liées aux politiques foncières, comme le développement du marché foncier, l'accès à la terre et la sécurité foncière, la constitution de réserves foncières et l'abandon des terres, l'accent étant mis globalement sur les petits exploitants et les agriculteurs familiaux.

51. La FAO met actuellement au point, en concertation avec 14 universités, le programme d'enseignement d'un nouveau master en sciences sur le remembrement et la constitution de réserves foncières, qui sera mis à disposition pour être utilisé comme matériel indicatif par les universités d'Europe et d'Asie centrale.

52. Consciente qu'il existe des problèmes liés aux ressources en eau et qu'il convient de mettre en place une coopération transfrontière, la FAO a lancé un projet à l'intention de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, de la Türkiye et du Turkménistan. Étant donné que l'agriculture est au cœur des moyens d'existence régionaux, l'objectif central du projet est d'améliorer la

²⁶ Le rapport intitulé : «Agrifood trade and food security in Central Asia: Possible Implications of the war in Ukraine» peut être consulté en ligne à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/099614301182328659/IDU099aa8f43031360476b0ba0e0c5517feb727f>.

²⁷ Ce rapport peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/markets-and-trade/publications/detail/en/c/1617872/>.

²⁸ Ce rapport peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/markets-and-trade/publications/detail/en/c/1619119/>.

²⁹ Le guide peut être consulté en ligne à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/en?details=CA9520EN>.

gouvernance de l'eau pour assurer une gestion efficace de l'eau qui contribue à renforcer la résilience des moyens d'existence face à la pénurie d'eau et aux effets néfastes des changements climatiques. De nombreux aspects sont couverts, notamment la gestion intégrée des ressources en eau, les réformes politiques, les questions liées aux plans d'eau transfrontières, l'amélioration de l'équité femmes-hommes dans le domaine de la gestion de l'eau, et la promotion des systèmes agroalimentaires résilients.

53. D'autres partenariats stratégiques et coopérations régionales bénéficient d'un soutien de la FAO, par exemple:

- a. Le Réseau d'experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale a tenu sa huitième réunion annuelle en novembre 2022³⁰ et a dressé un tableau des facteurs influençant les marchés mondiaux et régionaux et de leurs incidences sur les exportations et importations agroalimentaires en Asie centrale. Le réseau a également analysé les principales évolutions des politiques commerciales et des politiques de soutien au secteur agricole dans les pays d'Asie centrale en 2022, provoquées par l'incertitude croissante qui règne sur les marchés alimentaires mondiaux, et a débattu des moyens éventuels de s'attaquer aux risques et aux défis que la guerre en Ukraine crée pour les marchés et le commerce agroalimentaire en Asie centrale.
- b. Le Réseau de santé animale en Asie centrale a tenu sa troisième réunion en juin 2023 à Samarkand (Ouzbékistan). La réunion a été organisée par la FAO en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale et le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Europe. Des partenaires comme l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Banque mondiale y ont été invités.
- c. La FAO a mis en place une plateforme technique régionale consacrée à l'agriculture verte³¹, afin de promouvoir les meilleures pratiques, et de favoriser le partage des connaissances et l'établissement de partenariats. Des activités supplémentaires menées dans le cadre du projet visant le développement de l'agriculture verte en Europe et en Asie centrale («Scaling-up green agriculture in Europe and Central Asia») contribueront à faire mieux comprendre le verdissement des systèmes agroalimentaires et appuieront les décisions fondées sur des éléments factuels et les politiques vertes, l'accent étant placé sur l'Arménie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

54. Outre la Coalition thématique sur les systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale, la FAO travaille en collaboration avec des organismes des Nations Unies au sein des coalitions thématiques des Nations Unies sur la santé, sur l'environnement et sur le genre.

Recommandations n et o: Soutenir la gestion durable des ressources naturelles, la pêche et l'aquaculture; promouvoir l'approche «Une seule santé»; et souligner l'importance de la sécurité sanitaire des aliments en tant qu'élément clé d'une alimentation saine.

55. La FAO appuie la gestion durable des ressources naturelles, en accordant une large place à la gestion du sol et de l'eau dans le contexte de l'agriculture, à la neutralité en matière de dégradation des terres, à la réduction de l'utilisation des pesticides, à la gestion des sols contaminés par des pesticides, et à la promotion de la technologie de la bioremédiation.

56. De nombreux pays de la région ont accompli des progrès sensibles en ce qui concerne la révision des cadres juridiques applicables aux systèmes d'enregistrement et de contrôle des pesticides. Un appui est fourni en faveur des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation menées auprès des

³⁰ Le rapport de la huitième réunion annuelle du Réseau d'experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale est disponible en russe (<https://www.fao.org/3/cc4282ru/cc4282ru.pdf>) et en anglais (<https://www.fao.org/3/cc4282en/cc4282en.pdf>).

³¹ Des informations supplémentaires peuvent être consultées à l'adresse: <https://www.fao.org/platforms/green-agriculture/en>.

producteurs et des consommateurs concernant les avantages de la réduction de l'emploi de pesticides. Des démonstrations sont en cours au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Türkiye, et une réduction de l'utilisation des pesticides, allant de 50 à 68 pour cent par rapport aux pratiques conventionnelles, a été observée dans certaines régions et pour certaines cultures. Outre une analyse environnementale et économique, la FAO a pris en compte les risques pour la santé humaine et a apporté son concours à l'analyse des résidus de pesticides pour démontrer les résultats et les avantages de la lutte intégrée contre les ravageurs et elle a assuré à l'intention des agriculteurs des formations sur l'utilisation correcte du matériel de protection individuel lors de l'application de pesticides.

57. En Serbie, des directives ont été élaborées sur la protection des aires naturelles sensibles contre la pollution d'origine agricole et sur la remise en état des terres déjà contaminées.

58. La FAO aide les pays à transformer les systèmes aquatiques et à promouvoir la gestion responsable et durable des ressources halieutiques et aquacoles. Il s'agit notamment de mettre à jour les politiques et les cadres juridiques et réglementaires nationaux – par exemple, le programme de développement de la pêche et de l'aquaculture au Kirghizistan et la stratégie nationale en matière de commercialisation des produits halieutiques au Tadjikistan. Un soutien est assuré en faveur de la mise en place de cadres de gestion de la santé des animaux aquatiques en Asie centrale. L'aquaculture en eau tiède, l'aquaponie et les systèmes aquacoles avec recyclage de l'eau attirent une attention croissante et la FAO a mené des activités de renforcement des capacités dans ces domaines.

59. La FAO prône ardemment et promeut l'adoption de l'approche «Une seule santé» pour prévenir et atténuer les zoonoses transfrontières et la résistance aux antimicrobiens. Les activités des partenaires de l'Alliance quadripartite (l'Organisation mondiale de la Santé [OMS], l'Organisation mondiale de la santé animale [OMSA], le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la FAO) sont coordonnées par l'intermédiaire du mécanisme régional de coordination «Une seule santé» créé en avril 2021. En coordination avec l'OMSA et l'OMS, la FAO offrira sur son centre régional d'apprentissage en ligne, un cours de travaux dirigés en ligne présentant l'approche «Une seule santé». À l'occasion de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2023, la FAO et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe ont organisé un webinaire régional³² sur l'approche «Une seule santé» et la sécurité sanitaire des aliments. Une note d'information sur l'approche «Une seule santé» et la sécurité sanitaire des aliments, destinée aux praticiens et aux hauts responsables est en cours d'élaboration.

60. La FAO aide l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan à endiguer la résistance aux antimicrobiens, notamment en réduisant l'emploi des antimicrobiens, en renforçant les systèmes de diagnostic et de surveillance par les laboratoires, en proposant des formations pratiques, en mettant en place des dispositifs d'assurance-qualité externes, en établissant des niveaux de référence de la résistance aux antimicrobiens dans le secteur de l'élevage, et en épaulant l'élaboration de plans d'action nationaux concernant la résistance aux antimicrobiens. La FAO a créé un réseau régional de laboratoires spécialisés dans la résistance aux antimicrobiens en Asie centrale, en Europe orientale et dans le Caucase. Au Kirghizistan, la FAO soutient l'utilisation d'un nouvel outil permettant d'évaluer le niveau de mise en œuvre des textes du Codex Alimentarius sur la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire³³.

61. Afin d'aider les pays à agir, la FAO a soumis au Fonds de lutte contre les pandémies, en coordination avec des organismes internationaux et nationaux, de multiples propositions liées à l'approche «Une seule santé», notamment une proposition régionale pour l'Asie centrale et des propositions ayant trait à l'Albanie, à l'Azerbaïdjan, au Kirghizistan et au Tadjikistan.

62. La sécurité sanitaire des aliments est un élément clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La FAO aide les pays à renforcer les systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, comme les

³² Des informations supplémentaires sur ce webinaire peuvent être consultées à l'adresse: <https://www.fao.org/europe/events/detail/world-food-safety-day-webinar--one-health-and-food-safety/en>.

³³ Des informations supplémentaires peuvent être consultées dans le recueil de normes relatives à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire, à l'adresse: <https://www.fao.org/3/cb8554en/cb8554en.pdf>.

cadres politiques, juridiques et institutionnels publics, et à mener des programmes fondés sur des données scientifiques et tenant compte des risques. En Azerbaïdjan, au Bélarus et en Géorgie, un soutien est fourni aux autorités compétentes dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments pour l'évaluation du système national de contrôle des denrées alimentaires. Des activités visant à renforcer la préparation des pays et leurs capacités d'intervention, pour qu'ils soient en mesure de faire face aux situations d'urgence liées à la sécurité sanitaire des aliments et de conduire les interventions nécessaires, sont actuellement menées en Azerbaïdjan, en République de Moldova et en Türkiye. Un recueil de meilleures pratiques produit avec l'Université d'Helsinki est en cours de publication, et un guide à l'intention des autorités de réglementation de la sécurité sanitaire des aliments sur les politiques adaptées aux petites entreprises alimentaires est en passe d'être achevé.

63. Au Kirghizistan, un appui est fourni au secteur des fruits et légumes pour favoriser l'adoption de systèmes de gestion de la sécurité des aliments, et des maîtres formateurs ont été formés. En Géorgie, un programme prévoyant l'octroi de subventions de contrepartie destinées à appuyer les entreprises du secteur alimentaire en améliorant les infrastructures, associé à un renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments, est en cours d'exécution.